



# Méthodologie : l'argumentation juridique

---

## Objectif

Savoir **raisonner comme un juriste**, c'est-à-dire :

- Comprendre une **situation juridique**,
  - Identifier la **règle de droit applicable**,
  - Et **argumenter** pour justifier une **solution**.
- 

## 1. Les étapes de l'argumentation juridique

### Étape 1 – Identifier les faits

Ce sont les éléments concrets du cas pratique.  
On se demande :

- Qui ?
- Quoi ?
- Où ?
- Quand ?
- Comment ?

*Exemple :*

Un client achète un téléphone qui ne fonctionne plus au bout d'une semaine. Il demande un échange.

---

### Étape 2 – Identifier le problème juridique

C'est la **question de droit** que l'on se pose.  
Elle commence souvent par :

« Le client peut-il... ? »,  
« L'entreprise a-t-elle le droit de... ? »,  
« Qui est responsable de... ? »

*Exemple :*

Le client peut-il obtenir le remplacement de son téléphone défectueux ?

---

### Étape 3 – Rappeler la règle de droit applicable

Il faut citer la **règle juridique** qui s'applique au cas (loi, code, contrat, jurisprudence...).  
On peut utiliser une formulation comme :

« Selon l'article ... du Code civil / du Code de la consommation... »

*Exemple :*

Selon l'article L.217-4 du Code de la consommation, le vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat.

---

## Étape 4 – Appliquer la règle de droit au cas concret (le raisonnement juridique)

→ On met en lien la règle de droit avec les faits.

« En l'espèce... » (= dans ce cas précis)  
« Donc... » (= on tire la conclusion)

✖ *Exemple :*

En l'espèce, le téléphone du client est tombé en panne une semaine après l'achat : il n'est donc pas conforme au contrat. Le vendeur doit donc **remplacer le produit ou rembourser le client**.

---

## Étape 5 – Conclure clairement

→ On répond de façon concise à la question posée.

✖ *Exemple :*

Le client **peut obtenir l'échange du téléphone** défectueux, car le vendeur est responsable du défaut de conformité.

---

## 2. La structure-type à utiliser

Étape	Ce qu'il faut écrire	Mots-clés utiles
1. Faits	Présenter les faits importants	« Dans cette affaire... », « Il s'agit de... »
2. Problème juridique	Formuler la question de droit	« Le client peut-il... ? », « L'entreprise a-t-elle le droit de... ? »
3. Règle de droit	Rappeler le texte de loi	« Selon l'article... », « D'après la législation... »
4. Application	Appliquer au cas concret	« En l'espèce... », « Donc... »
5. Conclusion	Donner la réponse juridique	« Par conséquent... », « Il en résulte que... »

---

## 3. Conseils pour bien argumenter

- ✓ Utiliser un **vocabulaire juridique précis** : contrat, responsabilité, obligation, litige, dommage, etc.
  - ✓ Éviter les opinions personnelles ("je pense que...").
  - ✓ Justifier **chaque affirmation** par une règle de droit.
  - ✓ Soigner la **rédaction** : phrases claires, connecteurs logiques.
- 

## 4. Exemple complet d'argumentation

### Cas :

Un client commande une robe sur Internet. À la livraison, elle est trop petite. Le vendeur refuse le retour.

### Problème juridique :

Le client peut-il renvoyer la robe achetée en ligne ?

### Règle de droit :

Selon l'article L.221-18 du Code de la consommation, le consommateur dispose d'un **délai de rétractation de 14 jours** pour tout achat à distance.

### Application :

En l'espèce, la robe a été achetée sur Internet, ce qui correspond à une vente à distance. Le client agit dans le délai de 14 jours.

### Conclusion :

Le client **a le droit de retourner la robe** et d'obtenir le remboursement.